



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 9 février 2026

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

M. Hubert de BEAUCHAMP, directeur d'hôpital, jusqu'ici administrateur provisoire du Centre hospitalier de Laval, a été nommé adjoint au directeur général adjoint chargé des opérations de l'ANSM.

M. Etienne TICHIT, directeur général de Novo Nordisk France, est élu président de la Fédération française des industries de santé

Mme Monique LUBIN (SER, Landes) et l'ancienne ministre Annick GIRARDIN (RDSE, Saint-Pierre-et-Miquelon) ont été désignées respectivement présidente et rapporteure de la mission d'information sénatoriale sur la souffrance psychique au travail.

M. Dominique GIORGI, inspecteur général des affaires sociales, ancien secrétaire général l'AP-HP, est nommé directeur général de l'Agence nationale du développement professionnel continu (ANDPC)

EN RÉSUMÉ

Immigration et modernisation administrative

Le Premier ministre a également annoncé une réforme de l'Aide médicale d'Etat (AME), sujet cher à la droite, et signé sans attendre deux décrets en ce sens publiés dès hier au « Journal officiel ».

Médecins du Monde / AME

L'association Médecins du monde s'est alarmée hier après la publication dimanche de deux décrets réformant l'Aide médicale d'Etat (AME), principalement celui qui prévoit qu'il faudra désormais obligatoirement fournir des documents d'identité officiels munis d'une "photo d'identité" (Jusqu'ici il était possible de fournir "tout autre document de nature à attester l'identité du demandeur et celle des personnes à sa charge"), qui va "priver d'accès aux soins des milliers de personnes pourtant éligibles", conduisant à exclure les "plus vulnérables".

Sécurité sociale / Ségur

"On a revalorisé massivement les rémunérations des soignants", qui "en avaient besoin", et "cela coûte", a résumé hier à l'Assemblée nationale, devant la commission d'enquête visant à lever les incertitudes budgétaires en matière de sécurité sociale, l'ancien directeur de la Sécurité sociale Franck VON LENNEP, conseiller maître à la Cour des comptes, président du comité de suivi des retraites. "Aujourd'hui, c'est financé par le déficit, mais ce n'est pas la logique de la Sécurité sociale et de la branche maladie. Il devrait y avoir des recettes mises en place", a-t-il ajouté. "S'il n'y avait pas eu le Ségur, toutes choses égales par ailleurs, notre branche maladie serait quand même déficitaire" aujourd'hui, a observé M. VON LENNEP. Mais "on pourrait voir la sortie du déficit", alors que là, "on ne la voit pas".

RIST / PJJ protection de l'enfance

La ministre de la Santé Stéphanie RIST a annoncé hier qu'elle allait entamer un "tour de France" pour "améliorer" et "enrichir" le projet de loi sur la protection de l'enfance qui, également porté par le ministre de la Justice Gérard DARMANIN, "va arriver dans les semaines qui viennent".

Hôpital / emprunt citoyen

Le centre hospitalier de la côte Basque a lancé hier un "emprunt citoyen" espérant lever 1,5 million d'euros pour participer au "fonctionnement courant" de l'établissement, la plus grosse opération du genre en France. Chaque habitant peut placer son argent à partir de 1 euro : "son capital lui est remboursé au terme de 12 mois", en une fois, "assorti d'un taux d'intérêt fixe de 3,1 % brut annuel", une rémunération "supérieure à celle de certains livrets réglementés", souligne le centre hospitalier dont l'opération est réalisée via la startup Villyz, plateforme spécialisée agréée par l'Autorité des marchés financiers. Ce financement s'ajoute aux emprunts contractés auprès des "partenaires bancaires traditionnels".